



HAL
open science

What "good family"? assistance and family solidarity in Cuba

Blandine Destremau

► **To cite this version:**

Blandine Destremau. What "good family"? assistance and family solidarity in Cuba. *Cadernos de Pesquisa*, 2014, vol. 44 (n° 152), pp. 290-311. 10.1590/198053142868 . halshs-02114677

HAL Id: halshs-02114677

<https://shs.hal.science/halshs-02114677>

Submitted on 29 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUELLE « BONNE FAMILLE » ? ASSISTANCE ET SOLIDARITÉS FAMILIALES À CUBA

BLANDINE DESTREMAU

RESUMÉ

Le renforcement de l'assistance et l'intervention sociales à Cuba répond plus aux effets sociaux de la crise économique et des transformations structurelles qui l'accompagnent qu'à l'essor de la pauvreté proprement dit. Ce texte interroge les pratiques de l'intervention sociale au regard des normes familiales qui la sous-tendent : quelle « bonne famille » promeuvent-elles? Comment l'assistance et l'intervention sociales sollicitent-elles des structures familiales fragilisées, alors que s'exacerbe la contradiction entre individualisation et égalité, d'un côté, et besoin de famille et de solidarité, de l'autre ? On verra que l'assistance à Cuba n'en est plus au temps des principes, mais bien plutôt à un moment pragmatique d'endiguement des problèmes sociaux, qui sollicite fortement la famille.

L EST MIDI, je retrouve Yohanka au croisement de la rue Neptuno, elle dépose son vélo et m'indique l'entrée du *comedor*, vers lequel convergent à petits pas incertains quelques personnes tenant à la main cabas et sacs en plastique. Je suis un peu gênée, je crains d'être le centre de l'attention mais à peine quelques regards se tournent vers moi, rien ne semble se modifier dans cette grande pièce ouverte sur une petite rue de Centro Habana. Une cinquantaine de personnes mangent, assises à des tables de quatre. La plupart sont âgées. Certains sont debout, vont parler à des employés qui vérifient des cartes, cochent des noms sur une liste, reçoivent des paiements et prennent des commandes. Le lieu est gai, propre, accueillant ; les murs sont décorés de grands posters et des portraits des frères Castro. Les convives sont servis à table, les deux employés vont et viennent avec des plateaux, leur apportent leurs assiettes pour le déjeuner, et remplissent des boîtes en plastique des aliments que les ayant-droit remporteront chez eux pour le soir. Yohanka m'explique que certains se chargent aussi des repas de voisins qui ne peuvent se déplacer. Près de la porte du *comedor*, un grand tableau indique les plats disponibles ce jour, et les tarifs : ils sont minimes, quelques dizaines de centimes de pesos pour la plupart, les deux repas principaux revenant à environ deux pesos, soit moins de un pour cent de la pension de base. Derrière la salle, des cuisiniers s'affairent auprès de grands chaudrons. Yohanka va parler au responsable, s'enquérir sur la bonne marche des choses. Les convives bavardent, ont l'air de se connaître et, me voyant seule, certains me font signe de venir m'asseoir avec eux. Ils sont curieux de savoir d'où je viens, ce que je fais ici.

J'en profite pour leur poser quelques questions. Ils habitent dans un périmètre très resserré, vivent seuls ou avec des parents absents pendant la journée. Ils commentent les menus, la qualité de la nourriture, la gentillesse des employés. Petit à petit, la salle se vide, et les personnes de ménage commencent à officier. Vers 13 heures, tout est fini, le calme s'est installé, et la conversation commence avec le responsable.

Je visiterai plusieurs de ces *comedores comunitarios*, institutions mises en place à Cuba dans le cadre du *Sistema de Atención a la Familia*, instauré en 1996 pour améliorer les conditions d'alimentation de personnes de bas revenus, handicapées et de « cas sociaux ». Aujourd'hui, les *comedores* fournissent à près de 102 000 bénéficiaires, sur l'ensemble du territoire cubain, des repas critiqués par beaucoup pour leur faible qualité nutritive, mais appréciés comme réelle aide à la survie de pensionnés pauvres. La pauvreté n'est pas la seule condition d'éligibilité, m'explique Yohanka, qui est travailleuse sociale et responsable de la circonscription dans laquelle se trouve ce *comedor*, c'est l'incapacité de faire ses courses et sa cuisine, l'absence de quiconque à la maison pendant la journée, et souvent le mauvais état des lieux d'habitation, certains ne possédant même pas de cuisinière, qui leur donne le droit à ces repas quasiment gratuits. Et ce sont les visites des travailleurs sociaux au domicile qui établissent ce droit.

Le *Sistema de Atención a la Familia* est l'un des piliers des dispositifs d'assistance érigés à Cuba depuis les années 1990 et la terrible crise économique qui a frappé l'île après la chute de l'Union Soviétique. Le renforcement de l'assistance et l'intervention sociales, « nouveau moment de la politique sociale » (ESPINA PRIETO, 2008, p. 159), est l'objet de cet article, dans lequel je vais montrer que, plus qu'à l'essor de la pauvreté qui affecte une partie non négligeable de la population, il répond essentiellement aux effets sociaux de cette crise économique et des transformations structurelles qui l'accompagnent, tentant d'en endiguer les manifestations les plus perturbantes pour la vie sociale, pour la légitimité politique et pour l'ordre public : l'émergence de symptômes de dysfonctionnements sociaux (isolement, délinquance, décrochage scolaire, inactivité des jeunes, prostitution, vagabondage...) et derrière eux la menace de désintégration sociale. Surtout, l'assistance et l'intervention sociales répondent à des transformations des structures familiales qui les fragilisent face à la crise économique, et à l'exacerbation de la contradiction entre individualisation et égalité d'un côté, et besoin de famille¹, de l'autre.

M'appuyant sur des travaux d'enquête réalisés à la Havane depuis 2010², je vais interroger les pratiques de l'intervention sociale portée par le travail social, au regard des normes familiales qui les sous-tendent : quelle « bonne famille » promeut-elle ? Comme je le mettrai en lumière à la fin de ce texte, les politiques révolutionnaires cubaines

1

L'emploi au singulier désigne la famille comme institution, le domaine du privé, donnant lieu à divers arrangements de vie, diverses formes familiales, présentées ou représentées comme telles. Le groupe domestique, notion sociologique (SEGALEN, 1981) recouvre la notion de ménage, à connotation plus économique et statistique.

2

Ce texte s'inscrit dans le cadre du programme ANR de recherches Latinassist, coordonnée par Blandine Destremau et Isabel Georges, dont l'objet est l'étude des effets sociaux du développement d'une offre institutionnelle d'assistance destinés aux femmes dans six villes d'Amérique latine : Buenos Aires, Santiago de Chile, Guadalajara, Sao Paulo, Bogota et La Havane (2011-2014).

n'ont pas visé explicitement la famille, mais en ont transformé les formes en promouvant l'émancipation de l'individu des dominations de classe, de genre, de race et du capitalisme marchand, et l'avènement d'un « homme nouveau » et d'une société socialiste. L'enlisement de ces politiques dans la crise économique et dans leurs propres apories justifie le renforcement de l'assistance et de l'intervention sociales mais en contraint les moyens et l'efficacité.

Régulatrices, les politiques sociales possèdent une dimension normative marquée. Elles reflètent et visent à reproduire les valeurs dominantes en termes de nation, de travail et de famille (WILLIAMS, 1989), contribuent à les modifier ou les infléchir (en période de crise, ou pour les rendre adéquates à un contexte idéologique et économique) et à les différencier (selon les classes sociales ou les ensembles ethniques ou raciaux) par des dispositifs ciblés. Cette dimension normative est renforcée dans le cas des politiques d'assistance, tant elles ont été mises au service d'une « conduite des conduites » (pour reprendre l'expression foucauldienne). Mode de gouvernement des pauvres (LAUTIER, 2013 [2009]; TABIN et alii; 2008, GEREMEK, 1987), inscrites dans des conjonctures et des cadres cognitifs situés, l'assistance et l'intervention sociales œuvrent à gouverner les comportements, les relations et les statuts, par le biais de combinaisons d'incitations, de contraintes, de contrôles, à connotations plus ou moins disciplinaires, justifiées tant par l'appel à des valeurs (éthique du travail, de la responsabilité, de l'autonomie, de la sexualité légitime...) qu'à des considérations pragmatiques (économiques, politiques, sécuritaires...).

La famille – les façons de faire famille d'un point de vue formel mais surtout pratique, en matière de solidarité et de responsabilité – est l'une des institutions, ou l'un des lieux, que l'assistance et l'intervention sociales ont marqués, ou explicitement cherché à marquer, de leurs normes ou des normes sociales considérées comme « bonnes » : normes matrimoniales et de filiation, de parentalité, d'hygiène, de moralité, de respect de la loi, d'autorité, de solidarité ; normes d'autonomie, de performance, d'efficacité au regard de l'ordre public, de la productivité économique, etc. De nombreux travaux se sont attachés à montrer de quelle façon les politiques sociales, et particulièrement l'assistance et l'intervention sociales, sont des instruments de production et reproduction d'un ordre familial et de subjectivités encadrés dans l'ordre social ; et de quelle façon, bien au-delà du seul gouvernement des filiations et fécondités, elles y inscrivent des ordres de genre et de classe/race, et contribuent à la reproduction de ces ordres, notamment par le biais de la promotion de « la bonne famille », de la naturalisation de certaines tâches et fonctions et par la reconnaissance de dépendances légitimes et la condamnation d'autres³.

3

Parmi bien d'autres travaux, mentionnons Donzelot (1977), Castel (1981), Fraser et Gordon (1994), Williams (1988), Fox Harding (1996), Lewis (1992), Procacci (1993), Bec et Procacci (2003), Titmuss (1974), Esping-Andersen (1990).

C'est à partir des questionnements théoriques formulés par ces travaux et bien d'autres que je propose une réflexion sur la dimension familiale de l'assistance et l'intervention sociales à Cuba. Ce texte entrelacera des éléments de contexte menant à l'identification d'un besoin de solidarité renforcé, avec une caractérisation de la reformulation des modes d'intervention appelés à y répondre, dans une conjoncture de fortes contraintes. Pour reprendre une des catégories mobilisées par Tabin et alii (2008), on verra que l'assistance à Cuba n'en est plus au temps des principes, mais bien plutôt à un moment pragmatique d'endiguement des problèmes sociaux, et à un moment historique de refondation, qui sollicite fortement la famille.

TOURNANT DANS LA PROFESSIONNALISATION DU TRAVAIL SOCIAL⁴

Au lendemain du triomphe de la révolution, le gouvernement considérait que le travail social était une institution bourgeoise, dont les relents philanthropiques étaient devenus inutiles et dépassés dans la Cuba révolutionnaire. Le projet révolutionnaire visait à développer les principes de droits sociaux et à éliminer les causes de la pauvreté, considérée comme un mal capitaliste. Ainsi la nécessité même d'assistance serait abolie. Ce qui se qualifie alors de travail social « empirique », effectué après une courte période de formation, c'est essentiellement l'engagement (volontaire ou comme emploi) effectué au service de la communauté et de la nation, dans les organisations de masse (essentiellement Fédération des femmes Cubaines, FMC), les syndicats, pour les grandes campagnes nationales (alphabétisation, logement, vaccination), et au plan très local engagement dans les communes rurales, dans les quartiers, les immeubles, etc. Une activité importante d'enquête est déployée, menée par des étudiants, surtout de sociologie et de psychologie sociale, conduits par leurs enseignants. Le travail social conduit par des agents communaux se centre sur le développement des communes rurales, surtout dans le centre et l'est du pays, notamment suite à la création du Grupo de Desarrollo de Comunidades – GDC –, rattaché au Ministère de la construction, qui s'engage aussi dans le développement local urbain dans un quartier de Centro Habana dans les années 1970. Le GDC fut rapidement dissout, et le Centre de développement et de contrôle du logement créé, rattaché au Conseil d'Etat.

Parallèlement, cependant, des besoins émergent du côté des établissements hospitaliers (d'abord psychiatriques) et des écoles dites « spéciales » destinées aux enfants handicapés. Alors que la quasi-totalité des travailleuses sociales de la période pré-révolutionnaire, formées dans une école ouverte en 1943, avaient fui le pays, la première école de

4 Les sources principales de cette section résident dans des entretiens menés au cours de mes séjours de terrain, et dans la rencontre organisée par la Sociedad Cubana de Trabajadores Sociales de la Salud, les 26-30 mai 2014 : IV Encuentro internacional de trabajo social : "Actualidad, quehacer y perspectivas del Trabajo Social en Cuba".

travail social de la période révolutionnaire voit le jour en 1971. Intégrée au ministère de la santé publique, elle forme des techniciens en deux ans (niveau *technico medio*). Une douzaine de ces écoles formeront plus de 2000 travailleurs sociaux de santé, présents surtout au sein des établissements de soin, mais aussi, selon leur degré d'engagement, dans les quartiers auprès de la population (enquêtes, STRUG, 2006; MANSSON et PROVEYER CERVANTES, 2004).

C'est à la fin des années 1990 que la nécessité de former un corps élargi de travailleurs sociaux s'impose : la crise économique et sociale s'installe, les conditions de vie dans certains quartiers et secteurs sociaux continuent de se dégrader, les institutions tels le réseau d'*atencion à la familia* se révèlent insuffisantes à endiguer les problèmes sociaux, et les médecins de famille, installés en 1984, incapables de prendre en charge les « cas » qui se multiplient à la charnière entre le sanitaire et le social. Le dispositif est pensé en urgence : les nouveaux travailleurs sociaux seront des *emergentes*, des jeunes formés initialement en quelques mois dans des écoles spécialement établies à cet effet⁵, puis sur le tas dans le cadre de leurs fonctions et enfin, pour ceux qui le souhaitent, par des cours du soir au département de Sociologie de l'Université, ce qui leur permettra d'atteindre un niveau universitaire de *licenciatura* au terme de six années d'études. Les *emergentes* doivent « devenir des amis des familles, frapper aux portes restées à l'écart de la Révolution » (STRUG, 2006, p. 757). Ce programme répondait du même coup à l'émergence d'un problème public du côté de certains effectifs de jeunes, dont l'intégration professionnelle se heurtait à la réduction des effectifs de l'emploi public, et dont la poursuite de la scolarisation était remise en cause par les changements en cours. Parallèlement, les anciens travailleurs sociaux de niveau de formation technique pouvaient eux aussi s'inscrire au cursus universitaire, en formation continue avec aménagement de leur temps de travail. Au début des années 2010, les écoles d'*emergentes* ont fermé, une nouvelle réflexion est menée sur la professionnalisation du travail social, éclatée entre techniques de santé, communication sociale et psychologie sociale, et toujours non reconnue comme discipline universitaire.

Yohanka et Yainel, son compagnon, font partie de la première génération d'*emergentes*. Ils sont sortis de leur école de Cojimar en 2001, et ont profité de la vague de missions internationales au Venezuela pour y partir ensemble. A l'issue d'un séjour qui leur a permis d'acquérir pour leur ménage réfrigérateur, télévision, et autres appareils ménagers, ils sont revenus prendre leur poste à la Havane. Yainel, à l'instar de nombreux autres *emergentes* en travail social, a quitté la profession au bout de quelques années pour une activité plus lucrative au sein de la nouvelle économie marchande. Yohanka, en revanche, a suivi le chemin de la formation universitaire, prend des cours du soir, valide des acquis

5

Environ 40 000 jeunes praticiens du travail social communautaire ont ainsi été formés par les 4 écoles existantes pendant la durée du programme.

d'expérience, et va obtenir sa *licenciatura* cette année, au terme d'un parcours de treize ans. L'un comme l'autre ont participé aux grandes campagnes qui ont mobilisé les *emergentes* : campagne d'économie d'énergie qui exige le remplacement des ampoules anciennes par des ampoules économiques dans les foyers et établissements et celui des réfrigérateurs soviétiques gourmands en énergie par des appareils chinois plus modernes, campagne de lutte contre la fraude dans les stations de distribution d'essence. Aujourd'hui, Yohanka, devenue responsable de circonscription, se consacre à un travail assez classique de coordination des autres travailleurs sociaux du *consejo popular*, de suivi des quelque deux cents familles de son périmètre, de visites à domiciles et d'enquêtes sociales, de présence dans les centres sociaux tel le *comedor* et la *casa de abuelos* (dont on parlera plus bas), et d'orientation des inactifs ou inemployés vers les listes d'offre d'emplois (publics) des bureaux du travail et de la sécurité sociale.

René est également travailleur social *emergente*, avec une longue expérience de professeur de sport derrière lui. Il se consacre essentiellement à l'intervention auprès des *deambulantes*, les gens de la rue, et les personnes pratiquant la prostitution ; il part en maraude un jour sur deux, et passe son temps restant à faire des visites à domicile, notamment pour prendre contact avec les familles des vagabonds, et à remplir ses dossiers. Au bureau municipal du travail et de la sécurité sociale dont il dépend, René sort d'un tiroir une épaisse chemise : « tiens, regarde, ce sont les fiches que nous remplissons lorsque nous faisons des visites à domicile ». Un tableau dense, dessiné à la main sur des feuilles quadrillées ; des noms, et, en ligne, les âges, adresses, situations résumées, prestations servies : « Rosalvo Suarez, 59 ans, invalide, vit seul, pas de cuisinière, pas de draps sur son lit, pensionné, a besoin d'un matelas ». La majorité des noms que j'ai le temps de passer en revue sont ceux d'hommes. « Et que faites vous pour ces gens ? » « On va les voir, on leur donne une carte pour le *comedor* ou la *casa de abuelos* s'ils rentrent dans les critères, parfois si on peut on leur donne un bon pour une cuisinière ou un matelas, des chaussures. Mais s'ils ne peuvent pas se déplacer, ce n'est pas facile, il faut trouver un voisin qui leur apporte leurs repas ».

De fait, les travailleurs sociaux n'ont à leur disposition que peu de moyens matériels d'intervention ; la distribution de droits d'accès à des prestations en espèce (pensions de très faible montant) et en nature (équipement ménager, biens de première nécessité, repas, inscription à un foyer de jour...) possède une dimension intégratrice qui dépasse celle de soulagement de la pauvreté, et dont je vais interroger les contours.

LA SOCIÉTÉ CUBAINE FACE À LA PAUPERISATION

L'essor de la pauvreté à Cuba se donne à voir en de multiples lieux, dont les rues des vieux quartiers de la capitale. Outre les vagabonds qui y passent une bonne partie de leur temps, des hommes et femmes assis sous des arcades vendent qui quelques stylos, qui des objets hétéroclites tirés d'on ne sait quel patrimoine ; des femmes arpentent les rues avec une boîte contenant quelques beignets ; des personnes âgées fouillent dans les poubelles, un sac en plastique à la main, à la recherche de nourriture et de quelque objet et vêtement dont ils puissent faire usage.

Le bien-être des années 1980 qu'évoquent la plupart de mes interlocuteurs avec nostalgie a basculé en crise de survie pour de nombreux ménages depuis les années 1990 et la fin de la guerre froide, marquée par la « période spéciale » des années 1990-1993. Le creusement du déficit budgétaire et l'effondrement des ressources en devises ont poussé à des transformations économiques importantes. Les services publics et l'entretien des infrastructures ont marqué le pas. L'offre de logement s'est considérablement infléchi⁶, les services en eau et électricité sont perturbés, les cantines sur les lieux de travail et les internats ont été supprimés, les prix de certains biens de consommation ont été partiellement désubventionnés. Le « panier de base » alloué à tous par l'entremise de la *libreta*, constitué de biens de première nécessité subventionnés à très bas prix – denrées alimentaires (huile, sucre, haricots, riz, café...) et de produits d'hygiène (savon, dentifrice...)

6

Le nombre de logements construits pour 1000 habitants a chuté brutalement au tournant des années 1990. Le nombre de logements manquants est considérable et le parc existant n'est que très peu entretenu. L'écroulement régulier de bâtiments vétustes réduit encore l'offre. Le marché a été récemment libéralisé, afin de supposer fluidifier les dispositifs de troc qui existaient jusqu'à maintenant.

7

Peso cubain convertible, qui vaut de 23 à 25 pesos cubains. Le CUC est adopté comme monnaie officielle de Cuba, le 8 novembre 2004. Sa circulation, limitée au territoire cubain, a remplacé celle des dollars US. Les salaires publics sont versés en pesos cubains (mais certaines entreprises publiques versent aussi des intéressements en CUC), tout comme les biens offerts par le rationnement, et ceux des marchés étatiques. Le marché noir fonctionne dans l'une ou l'autre monnaie.

– couvre une portion de plus en plus réduite des besoins fondamentaux. Certains produits manquent régulièrement ; les rations de vêtements et chaussures ont été supprimées au début des années 90, de même que les rations supplémentaires ou spéciales (les « diètes ») accordées à certains travailleurs particulièrement exposés à des risques pour leur santé (rations supplémentaires de lait, de viande...). Détournée vers les marchés en prix « libérés », plus rentables, l'offre des marchés agropastoraux étatiques s'est contractée.

Une partie de plus en plus importante de la reproduction sociale, en proportion et en diversité des besoins, doit être satisfaite sur des marchés et modes d'accès plus onéreux: marchés « libérés » en pesos, mais surtout marchés en monnaie convertible⁷, légaux ou non, sur lesquels peuvent s'acquérir, à des prix internationaux, des vêtements, des chaussures, des produits d'hygiène, des téléphones portables, des équipements électroménagers, des accessoires divers, des fournitures semi-professionnelles, etc. La multiplication des importations privées « à la valise », en provenance des États-Unis et d'Amérique latine engendre une culture de consommation à laquelle les salaires et pensions publics ne permettent pas l'accès, tant les sphères de prix sont décalées (DESTREMAU, 2014).

Et le décloisonnement s'intensifie entre les sphères monétaires et les systèmes de prix. De plus en plus de biens et services ne sont plus disponibles qu'en CUC. Cette uniformisation progressive – qui doit conduire à l'unification monétaire – au détriment de la sphère subventionnée (en pesos) représente une perte considérable de pouvoir d'achat pour les pensions et salaires publics. Depuis 2005, des mesures d'augmentation importante des bas salaires et des pensions ont été adoptées, en monnaie nationale, sans parvenir à inverser la paupérisation d'une bonne partie de la population, dont la survie quotidienne est menacée⁸.

La misère et la paupérisation découlent également des conditions de logement des ménages modestes et démunis, l'un des plus gros problèmes sociaux aujourd'hui à Cuba. Les zones d'habitat informel, parfois proches de bidonvilles, se multiplient dans les quartiers périphériques de la Havane⁹. Les immeubles d'habitat populaires des banlieues sont peu entretenus. Dans les quartiers anciens de la capitale, la sur-occupation d'appartements exigus¹⁰, le manque d'entretien¹¹, la détérioration du bâti et des équipements conduisent à une forte insalubrité et à l'écroulement pur et simple de certains bâtiments lors des saisons pluvieuses¹². Yainel et Yohanka vivent dans un des *solares*¹³ typiques de Centro Habana: un couloir étroit, bordé de pièces aménagées de cuisines et salles d'eau, étendues par des mezzanines, une promiscuité bruyante avec les voisins. A quatre dans un logement de moins de 20 mètres carrés de surface habitable qui est aussi le lieu de travail d'Yainel, cohabitant avec les parents de Yohanka, ils sont pourtant privilégiés au regard de leurs voisins, et de bien des *solares* du quartier. Mayra, quant à elle, vit avec son fils et la fille de sa sœur qui purge une peine de 6 ans de prison dans un appartement de deux pièces qui leur a été alloué après que leur premier logement se soit écroulé, par décrépitude et manque d'entretien ; tant que les lieux sont encore en chantier, elle n'a pas à rembourser ce qu'elle doit à l'Etat pour la fourniture des matériaux de construction et l'officialisation de son droit de propriété.. Son salaire d'institutrice couvre à peine leurs besoins de base : ils se privent de multiples produits de consommation courante, ne parviennent pas à terminer l'installation de la cuisine, ni à faire réparer la télévision, que Mayra continue pourtant de payer à crédit. La libéralisation du marché foncier actée en 2011 ne permettra pas la décohabitation des jeunes adultes : vu le décrochage entre leurs revenus et les prix de marché, ils ne pourront jamais acheter.

8

La pauvreté est difficilement mesurable, puisqu'une bonne partie des biens et services se situe hors marché. Espina Prieto (2008) et Mesa-Lago (2006) estiment que l'incapacité à satisfaire ses besoins de base touche environ 20% de la population cubaine en 1999 et 2002.

9

La ville de la Havane continue d'attirer les migrations internes : plus du quart des migrants s'y sont installés en 2010, selon l'Office national des statistiques, et on peut y ajouter 13% installés dans le reste de la province capitale.

10

Le nombre moyen de personnes par logement sur l'ensemble du territoire décroît : de 3,16 en 2002, il est de 2,87 en 2012, recouvrant de grandes inégalités géographiques, de classes et de structure familiale.

11

A Cuba, selon le recensement de 2012, 95,6% des logements sont en propriété privée, et pour la quasi-totalité habités par leurs propriétaires, selon la loi qui régit l'accès au logement.

12

Le projet de rénovation de la Vieille Havane est en train de transformer cet état de fait, tout en se posant comme objectif de maintenir sur place autant d'habitants que possible ; beaucoup doivent néanmoins accepter un logement dans des banlieues éloignées. De nombreux quartiers très dégradés ne sont toutefois pas concernés par la rénovation (SCARPACI, 2000).

13

Couloirs étroits le long desquels s'alignent de petits logements dans une grande promiscuité. Ces *solares* font partie de l'histoire de l'installation ouvrière dans les quartiers de Habana vieja et de Centro Habana. Voir notamment Rauber et Bonilla (2010).

TRANSFORMATION DES FORMES FAMILIALES ET VIEILLISSEMENT DEMOGRAPHIQUE

L'évolution de la structure des familles manifeste une contradiction inhérente au projet de société mis en place depuis la révolution cubaine, entre individualisation et nécessité d'interdépendance, voire dépendance. L'instauration de l'égalité formelle et la réduction des inégalités réelles (entre sexes et conjoints, entre classes et races), l'encouragement des femmes à participer de plein droit à la vie sociale, économique, culturelle et politique, l'individualisation des droits sociaux, la mise en place de dispositifs de transfert de la prise en charge des enfants vers les institutions publiques (cantines, pensionnats, crèches, camps et missions en zones rurales...), ont oeuvré à libérer les femmes des subordinations domestiques pour leur permettre des trajectoires autonomes, mais aussi de se mettre au service de la nation en s'engageant dans des carrières (KING, 1977). Ces efforts ont déplacé les contours des dépendances légitimes et illégitimes (FRASER et GORDON, 1994). La notion de salaire familial apporté par « l'homme gagnant de pain » n'a pratiquement plus de pertinence (SAFA, 1995, 2005). Les femmes sont libres de ne pas occuper d'emploi – et de fait seules 60% d'entre elles sont recensées comme actives en 2010¹⁴ –, mais leur condition de femme au foyer n'est pas reconnue comme autre chose qu'un choix. Elles peuvent rester dépendantes d'un homme, ou d'autres membres de leur famille, mais ne peuvent pas prétendre dépendre de l'Etat : elles ne sont pas, au simple titre de femmes ou de mères, même célibataires, exonérées de l'obligation de travailler pour subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille (sauf en cas de charge d'enfants très handicapés).

L'autonomisation des femmes, combinée aux migrations, et aux difficultés économiques et de cohabitation dans des logements exigus ont engendré d'importants changements dans les façons de faire famille (ALVAREZ, 2004; ARES et BENITEZ, 2009; VERA et DIAZ, 2008, parmi bien d'autres). L'instabilité des couples s'est accentuée. Il en résulte des structures familiales éclatées, où l'on retrouve souvent la mère en charge de ses enfants, avec ou sans autres parents cohabitant. Mais tous ces « enfants » ne sont pas nécessairement mineurs, loin de là : en 2002, ce n'est le cas que du quart ; la moitié sont en fait de jeunes adultes célibataires, en couple ou séparés. Au sein des ménages, l'hétérogénéité des formes de parenté s'accroît donc : plusieurs noyaux familiaux peuvent cohabiter, les enfants de plusieurs unions, des ménages recomposés avec des enfants de diverses filiations, des oncles et tantes, personnes ou ménages s'occupant d'une personne âgée non apparentée, etc. Au total, moins du tiers des ménages correspond au modèle « nucléaire classique », c'est-à-dire deux parents et leur(s) enfant(s) (FRANCO et ALFONSO, 2008).

14

Sauf mention contraire, les chiffres cités sont extraits des statistiques nationales cubaines, <http://www.one.cu/>.

Les efforts d'émancipation des femmes ont produit des résultats notoires en termes de réduction de la fécondité. Depuis 1978, le nombre d'enfant par couple est inférieur à 2,1, qui est le taux de remplacement, et le taux brut de fécondité est passé de 4,07 en 1960 à 1,69 en 2012 ; le taux de croissance démographique est négatif depuis 2006¹⁵. Mais la réduction de la fécondité est aussi le produit d'une contradiction entre la conduite d'une vie de mère et celle d'une vie de travailleuse, non totalement résolue par les politiques publiques. Certes, ces dernières ont encouragé la natalité et plus précisément la maternité dans des conditions compatibles avec l'émancipation des femmes : si elles n'ont pas versé aux familles de revenu supplémentaire, elles ont aménagé les conditions d'emploi des femmes enceintes et accordé des congés maternité généreux, soulagé les femmes ayant des grossesses difficiles des obligations familiales en leur proposant une institutionnalisation (*hogar materno*), systématisé l'éducation sexuelle et prévu une priorité d'accès à l'emploi pour les mères célibataires, garanti un large accès en crèche et universalisé la pré-scolarisation. Elles sont aussi accordé aux enfants nés hors mariage légal les mêmes droits qu'aux autres. Plutôt qu'un objectif en soi, les politiques de population ont constitué une stratégie au service des objectifs de développement social et économique du pays (CATASUS CERVEIRA, 1996).

Il demeure qu'avoir moins d'enfants est également une décision qui réduit la pression sur les logements et les budgets familiaux¹⁶ : il est plus facile pour les femmes d'agir sur le nombre d'enfants qu'elles mettront au monde, que sur des parents déjà là... De fait, les ménages sont « encombrés » par les personnes âgées, qui ont en quelque sorte pris la place physique des enfants. En 2012, les deux tiers des ménages cubains ne comptent aucun enfant de moins de 14 ans, mais 40% comprennent une personne de plus de 60 ans¹⁷. La présence de personnes âgées apparemment démunies est extrêmement visible dans les rues des quartiers populaires de la capitale.

L'amélioration des conditions sanitaires a en effet rallongé l'espérance de vie de vingt ans en deux générations : de 59 ans en 1953 à 78 ans en 2012. La pyramide des âges est aujourd'hui préoccupante : depuis 2009, la proportion des plus de 60 ans (18,3% en 2012) dépasse celle des moins de quinze ans (17,2%), celle des plus de 65 ans s'en rapproche, et les projections accentuent la tendance. A la part des personnes de plus de 60 ans atteint presque 20%, le taux de dépendance, du coup, ne s'est pas significativement modifié au cours des dernières années (547 pour 1000 habitants de 15-59 ans en 2012), mais il est en augmentation continue, quoique lente, depuis le début des années 1990, après avoir subi une décrue rapide au cours des décennies précédentes, en raison de la chute du taux de natalité. Il est projeté en fort essor (677 en 2025).

15

Cuba n'a quasiment pas de population immigrée de première génération : le recensement de 2012 ne compte que 6 009 personnes résidentes nées à l'extérieur sur l'ensemble du territoire, pour une population totale de plus de 11 millions.

16

C'est le cas d'Yainel et Yohanka, et d'autres couples rencontrés au cours du travail de terrain. Pour une interprétation socioéconomique des fluctuations du taux de fécondité cubain, voir notamment Diaz-Briquets et Perez (1982).

17

Dans un des *municipios* de la Havane, il y a deux personnes âgées pour un enfant.

La composition des ménages exprime donc plutôt la présence de personnes âgées que celle d'enfants. Et ce d'autant plus que la politique du gouvernement cubain a été de favoriser le maintien à domicile et la continuité de l'intégration communautaire des *abuelos*, accompagné par des structures de jour : 90% des personnes âgées vivent dans leur famille¹⁸. D'un côté, le vieillissement conduit à la cohabitation de plusieurs générations, lorsque les enfants restent au domicile de leurs parents, faute de logement et pour s'occuper d'eux. De l'autre, il alimente l'isolement de personnes âgées seules, lorsque le couple âgé reste seul après le départ des enfants, jusqu'à la mort d'un des deux. Dans le pays, selon le dernier recensement (2012), 20% des ménages ne sont composés que d'une personne, soit plus du double des années 1980. Les deux tiers des ménages unipersonnels recensés en 2002 sont des hommes; leur âge moyen est de 51 ans, similaire à la moyenne nationale. On peut donc penser que l'effet d'une séparation sur la vie des hommes conduit à plus d'isolement que les femmes, qui tendent plus à rester en cohabitation avec les enfants dont elles ont assuré pratiquement seules la garde et l'éducation.

BESOIN DE SOLIDARITE FAMILIALE ET SURCHARGE DES MENAGES

A bien des égards, la solidarité familiale fait la différence entre trajectoires. Les conditions de reproduction matérielle de la famille ne sont pas suffisamment assurées par l'économie socialiste pour soulager réellement les familles – et particulièrement les personnes dépendantes – de leur besoin de solidarité. Sans relations de solidarité de proximité, et particulièrement familiale, la pauvreté matérielle qui est le lot de la majorité des Cubains se transforme en misère : un individu peut difficilement vivre sans famille.

C'est en premier lieu une question de pouvoir d'achat : un seul salaire ou pension ne permettent pas à un individu, *a fortiori* à plusieurs personnes, de survivre. Une proportion non négligeable de Cubains perçoivent de l'argent de l'étranger, mais cette aide familiale tend à favoriser les mieux dotés. Le besoin de famille réside aussi dans les multiples démarches nécessaires à la survie quotidienne. La matérialité de l'existence ne peut que très difficilement être conduite individuellement, surtout lorsqu'elle est précaire : elle s'appuie sur une organisation, du temps et l'entretien de réseaux sociaux, mutualisés au sein d'un groupe domestique, qui en est la ressource et le destinataire (ZABALA, 2010; COJIMAR, 2011). Le quotidien cubain requiert de longues heures de queue, des temps infinis à attendre les autobus (lorsqu'on n'a pas les moyens de s'offrir un taxi), de passer régulièrement dans différents types de lieux d'approvisionnement pour voir si un certain

18

Dans le *municipio* de Centro Habana, un seul foyer de personnes âgées accueille 68 personnes, pour une population totale de 151 174 habitants en 2010, au sein de laquelle le vieillissement est plus marqué que dans d'autres quartiers plus récents de la capitale, et le taux de pauvreté plus élevé.

produit est arrivé, de faire le tour de ses contacts pour trouver une pièce de rechange, de se déplacer pour régler ses factures... Les micro-entreprises de *cuentalpropistas* – accueil de touristes, restauration, manucure, coiffure, boutiques, duplication de DVD, fabrication d'objets artisanaux, etc. – aussi se nichent au cœur de la famille : une bonne part d'entre elles sont installées dans le domicile familial et les limites légales et fiscales imposées au salariat rendent plus économique le recours à de la main d'œuvre familiale (URIARTE, 2004; WEHRLI, 2008, parmi bien d'autres). En outre, même lorsque les personnes âgées à domicile ne requièrent pas de dépenses excédentaires, leur besoin de présence rend nécessaire la disponibilité plus ou moins constante d'une personne de la famille. Bien souvent, pendant mes séjours, un rendez vous a été annulé ou un interlocuteur absent parce que « il avait des problèmes avec sa mère », une option professionnelle écartée « pour rester avec maman ». Les contradictions entre les attentes et charges pesant sur la famille, d'in côté, et les transformations émancipatrices, de l'autre, s'aiguisent ainsi (DURÀN, 2010).

Sans surprise, le *cuidador* est souvent une *cuidadora*. Si la recherche fait état d'un estompage des inégalités dans la division sexuelle du travail et des responsabilités domestiques, la décharge des tâches domestiques vers les services publics ont apparemment permis aux ménages de faire l'économie d'une transformation radicale des modes de partage (LUTJENS, 1995; PECIÑA, 2008). La complication croissante des obligations domestiques soutiendrait la refamilialisation des rôles féminins, ou la revalorisation rampante d'un rôle de femme au foyer, doublé d'entrepreneuriat plus ou moins dissimulé (WEHRLI, 2010; ALMODOVAR, 2011). Les implications en termes de surcharge des femmes pourraient expliquer en partie leur relativement bas taux d'activité.

Le poids considérable des ménages dirigés par des femmes accroît leur charge dans la reproduction matérielle de la famille et du soin aux dépendants. Les résultats du recensement de 2012 indiquent que 44,9 % des ménages sont dirigés par des femmes, en augmentation nette par rapport au précédent recensement de 2002, qui établissait ce pourcentage à 40,6 % (28,2% en 1981 et 14% en 1953). A la Havane, cette proportion atteint 51,5% dès 2002, bien plus que dans les villes secondaires ou les zones rurales (FRANCO et ALFONSO, 2008; ALVAREZ, 2004). « Paradoxe de la femme cubaine » (FLEITES-LEAR, 1996), la matrifocalité est un des effets (peut-être pervers) de la dépatricialisation. Quoique recouvrant des réalités très disparates (FLEITAS RUIZ, 2005), cette tendance reflète tant l'indépendance économique et l'autonomie subjective des femmes, que l'instabilité des unions évoquée plus haut (et l'importance des unions « de visite ») et les mobilités internationales des hommes. Ainsi que le montre Helen Safa (1995, 2005), elle est également à mettre

en relation avec la dévalorisation du rôle économique de l'homme, qui n'est plus nécessaire à une femme autonome et employée¹⁹. « La famille » est conçue comme liée par la consanguinité et la filiation, et seulement marginalement par l'alliance (VERA et DIAZ, 2008). Les règles qui régissent la transmission de la propriété du logement favorisent socialement les femmes et alimentent la matrifocalité. Lorsque la fille ou la petite fille demeure pour s'occuper de sa mère ou grand mère, c'est elle qui héritera, et c'est donc chez elle que résidera son conjoint. Idem lorsqu'un testament sera rédigé en faveur d'une *cuidadora* de plusieurs années, au détriment des enfants biologiques. Ainsi de Yohanka, dont la mère est venue s'occuper de sa marraine vieillissante dans le *solar* de Centro Habana, et qui en a hérité après sa mort. Teresa, elle, est allée habiter avec sa grand-mère, qui vivait seule dans un grand appartement. C'est elle qui en héritera aussi, et c'est chez elle que réside son conjoint. Comme bien d'autres personnes rencontrées, Beatriz, venue du centre de l'île, est devenue propriétaire d'un appartement à la suite du décès de la vieille dame qu'elle a soignée pendant sept ans et jusqu'à sa mort.

Les choix effectués par les familles et les femmes en particulier pour faire face à leurs dépendances et responsabilités dépendent aussi de leurs revenus et autres ressources (familiales, territoriales, professionnelles, etc.), qui réintroduisent et renforcent les inégalités de solidarité. Ricardo et Isabel, tous deux retraités, se sont organisés pour procurer ressources économiques et présence à leurs mères. Ils emploient une personne à plein temps pour s'occuper des deux vieilles dames dépendantes qu'ils ont pu prendre à domicile grâce à un patrimoine hérité (déjà en soignant une vieille tante). Ces deux grands appartements qu'ils possèdent leur permettent de louer des chambres à des touristes, et ainsi de rémunérer (au noir) l'aide à domicile des vieilles dames à un tarif bien supérieur à celui pratiqué par l'Etat. La présence et les moyens économiques ne s'équilibrent pas toujours : de nombreuses personnes âgées reçoivent des versements de leur famille émigrée aux Etats-Unis avant leur vieillissement, mais n'ont personne de leur famille pour s'occuper d'eux : c'est ce qui m'a frappée lors de mes premiers entretiens dans un *comedor comunitario*²⁰.

Il semble que le système public se soit laissé prendre de vitesse par l'exacerbation du vieillissement et des contradictions sociales et familiales, accéléré au cours des années 1990, alors que l'Etat cubain n'avait pas les moyens de renforcer la prise en charge institutionnelle. Ne pouvant plus être absorbé par le groupe domestique, n'étant pas socialisé dans le cadre de politiques publiques, le vieillissement émerge en « question sociale ». Au-delà de la survie des personnes âgées dans des conditions de dignité acceptables, il s'agit d'une véritable crise de reproduction sociale menacée par le minage de ses conditions de possibilités : plus assez d'enfants, familles moins consacrées au *care*,

19

Les pensions alimentaires aux enfants de la part du parent qui n'a pas la garde sont très faibles, lorsqu'elles sont perçues.

20

De nombreux arrangements permettent à des jeunes emménagent avec une personne âgée, avec ou sans relation de parenté, échangeant logement contre soins et présence.

pas suffisamment de marchandisation du soin pour autrui, et pas assez de socialisation par l'Etat. C'est dans ce cadre que le renforcement de l'intervention sociale et ses divers relais sociaux acquièrent le sens d'un endiguement d'une crise sociale.

RENFORCEMENT DE L'ASSISTANCE ET DE L'INTERVENTION SOCIALES

A partir de la fin des années 1990 se renforce l'*atención* à des groupes vulnérables, qui ne peuvent subvenir à leurs besoins par leur travail, et qui sont particulièrement touchés par la crise et les effets des réformes. Mais aussi, la vigilance à l'égard de conduites et comportement – délinquance, abandons scolaires, prostitution, difficultés parentales, alcoolisme, consommation de drogue, violence, etc. – qui, alors qu'ils étaient plutôt interprétés comme des formes de déviance politique dans les décennies précédentes, sont aujourd'hui appréhendés comme des effets de la crise économique.

Pendant la période révolutionnaire, l'assistance sociale institutionnalisée effectue trois types d'intervention : tout d'abord, l'assistance de « première génération » se déploie au sein des institutions médicales, et recouvre tant des enquêtes familiales sur les antécédents, que l'accompagnement du patient et de sa famille, l'aide aux démarches etc. Le second mode est celui du suivi d'individus qui ont droit à des prestations d'assistance (en espèces, et sous forme de droits d'accès à des institutions et soins et à des rations renforcées), essentiellement des personnes handicapées et en longue maladie, des femmes enceintes et des enfants en bas âge. Les prestations en espèce sont très faibles, mais peuvent faire la différence dans des ménages à très bas revenu, ou dépendant seulement d'un revenu de pension. Des investissements ont ainsi été réalisés dans des programmes de distribution de prestation en espèce, de distributions alimentaires (écoles, *comedores populares* pour les personnes à bas revenus) et d'accès aux médicaments, des programmes de soutien à la rénovation des logements, etc. Finalement, l'assistance sociale inclut également des suivis familiaux de « cas sociaux » ou « familles dysfonctionnelles », notamment sous l'angle de la mise en relation avec d'autres services publics, tel les services d'accès à l'emploi, des suivis psychologiques, voire des signalements de dangerosité et des suivis plus policiers.

Une importante mobilisation a été impulsée du côté des politiques d'*atención* aux personnes âgées mais, tout comme l'assistance aux personnes démunies, elle apparaît très insuffisante²¹. Dès 1974, le *Plan Nacional de Atención al Anciano* fut lancé, renforcé en 1982, et articulé en 1984 à la politique du médecin de famille, qui installait dans les quartiers une consultation de généraliste pour 120 familles. Une enquête

21

En 2011, l'assistance sociale ne couvre que 1,6% des individus, alors que le taux de pauvreté et/ou de grande vulnérabilité sociale est bien supérieur, autour de 20%.

sur la situation des personnes âgées suivit, qui déboucha sur le *Programa de Atención Integral al Adulto Mayor*, intégrant des orientations sanitaires et gérontologiques spécialisées, sportives, culturelles, et sociales, mais dont la mise en œuvre souffrit de la crise des années 1990. Ainsi les *Hogares de Ancianos*, dans lesquels les personnes dépendantes et isolées peuvent résider de façon permanente, sont réduits au strict minimum : environ 150 *hogares* hébergent à la fin des années 2000 moins de 9000 résidents sur l'ensemble du territoire, soit 0,6% des personnes âgées (mais leur construction est en essor). Des efforts furent déployés pour l'accueil de jour de personnes isolées pendant la journée et qui risquaient des chutes, de ne pas s'alimenter, de déprimer voire de se suicider. Initiées dans les années 1970, les *Casas de abuelos* (quelque 230 aujourd'hui, qui accueillent moins de 7000 usagers en 2011) procurent cet accueil de jour, au niveau des *municipios*, organisent certaines occupations et sorties, et procurent des repas et un suivi sanitaire aux personnes les moins aptes à demeurer seules et à assumer les tâches quotidiennes (pour des raisons de handicap psychique ou physique léger). Avec la paupérisation, la fourniture de repas acquiert une importance primordiale et les *comedores*, qui accueillent aux deux tiers des personnes âgées, ont été étendus.

Au travers de ces programmes, l'institutionnalisation, qu'elle soit hospitalière ou en foyer, est réduite à la stricte nécessité et subsidiaire à la prise en charge familiale, et ce autant pour des raisons culturelles et politiques (ne pas « désintégrer » socialement les personnes âgées ou handicapées) que budgétaires. En effet, si tous les programmes d'intervention sociale proprement dits ont été intensifiés à partir des années 2000, les restrictions budgétaires pèsent sur leur capacité à remplir leurs missions, à maintenir la qualité des repas servis, et sur les ressources pour organiser des activités. Une visite à la *Casa de Abuelos* de Regla me fit prendre conscience du fait que la dégradation des transports publics et la panne durable de l'autobus de cette *Casa* empêchaient la majorité des personnes qui y auraient eu droit de s'y rendre, du fait de l'éloignement de leurs habitations. Plus encore, l'intervention sociale professionnelle, en stimulant la prise en charge familiale et communautaire des situations de besoins divers, doit contribuer à soulager les budgets de l'assistance et donc à une décharge des services publics vers les familles et les communautés locales. Selon les statistiques nationales, les budgets d'assistance se sont considérablement réduits depuis la moitié des années 2000, le nombre de bénéficiaires (individus et noyaux familiaux) a été divisé par trois et le nombre de personnes âgées et handicapées par deux entre 2005 et 2011. Le cumul de prestations en espèces au sein de familles souffrant de plusieurs situations éligibles a été sévèrement limité. La dimension

individuelle des prestations d'assistance recule ici devant sa dimension familiale, pour des raisons budgétaires plus qu'idéologiques.

Les nouveaux travailleurs sociaux sont sollicités pour contribuer au renforcement des niveaux locaux et communautaires de solidarité, de mobilisation et de prise en charge. Ils agissent dans le cadre d'actions ou de projets de développement de quartier, qui mettent en relation les travailleurs sociaux, les membres des organisations de masse, les habitants, des volontaires, un certain nombre de professionnels et représentants locaux des services publics ou des instances politico-sociales de contrôle territorial, voire les représentants de l'administration étatique ou d'ONG internationales. Leur action est encadrée dans un enchevêtrement dense d'institutions politiques, sociales, socio-culturelles, sportives, sanitaires, d'organisations formelles, d'initiatives ad-hoc, de programmes, plus ou moins disciplinaires ou sécuritaires, omniprésents dans les quartiers de la capitale²² : *Círculos de Abuelos, Universidades del Adulto Mayor, Taller de Transformación Integral del Barrio*, certaines églises et association religieuses caritatives, des bibliothèques, des promotrices culturelles, les Comités de défense de la Révolution, les *Comisiones de Prevención y Atención Social*, etc. Cette forme partenariale d'intervention sociale vise à aider l'élaboration de solutions pragmatiques, ajustées aux moyens locaux: les habitants doivent apprendre, et inciter les personnes en situation de vulnérabilité, à s'aider eux-mêmes (OXFAM, 2002; STRUG, 2006).

Ainsi l'assistance et l'intervention sociales, plus qu'à soulager les situations de pauvreté, sont surtout appelées à répondre à l'essor de situations d'isolement et de besoin non satisfait de l'aide d'autrui, dues à l'évolution des structures familiales et démographiques ; et aussi, de façon non négligeable, à accompagner ou contrôler les situations de marginalisation, voire de déviance sociale, liées elles aussi à des questions familiales. A ce moment charnière de leur histoire, l'assistance et l'intervention sociales prennent le relais d'autres institutions dont le rôle de production d'encadrement et de cohésion sociale est affaibli : les centres de travail (intégration, ordre social) ; les structures de vigilance sociale et politique mise en place par la société révolutionnaire au sein des organisations de masse et désormais affaiblies ; les solidarités familiales, parfois peu capables de maintenir l'intégration et la présence sociales, ainsi qu'on l'a vu plus haut.

En cohérence avec une tradition de forte intégration locale, soutenue par des institutions diverses qui quadrillent le territoire et intègrent la plupart de citoyens, l'intervention sociale est diffusée, relayée, par de multiples formes d'engagement volontaire. Une bonne partie de la population de la Havane participe – et c'est le maître mot –, tant comme protagoniste que comme bénéficiaire, à des activités diverses appelées à les intégrer, les socialiser, les garder en bonne santé, contribuer au lien social, promouvoir l'éducation populaire, diffuser

²² Leur densité est moindre hors de la Havane, et particulièrement dans les communes rurales.

des compétences. Le travail orienté vers autrui, s'il se densifie sous une forme professionnelle, continue donc d'incorporer des statuts, des compétences et des activités diverses, dont les valeurs et les normes de référence instituées et pratiques convergent vers celles de l'intégration à la société révolutionnaire.

INTERVENTION SOCIALE ET NORMES FAMILIALES : “LA BUENA FAMILIA ES LA QUE CUIDA”²³

La famille cubaine a été relativement peu institutionnalisée par l'Etat (BOURDIEU, 1993), bien que les politiques publiques l'aient sans aucun doute modelée, tant par intervention que par défaut d'intervention. En instaurant de nouvelles normes sociales (au sens de règles et de modes de fonctionnement) en matière d'ordre politique, économique et social, en déplaçant les frontières des dépendances légitimes et de l'autonomie, et en agissant essentiellement par incitation et effets de levier, ces politiques de la société se sont appuyées sur la famille pour faire advenir un « homme nouveau », oeuvrant à « une révolution dans la famille, nécessaire au sein de la révolution socialiste » (ESPIN, 1990, p. 242).

L'ordre familial a changé sous le coup des mesures et politiques visant à l'émancipation des individus à l'égard des dominations de classe, de genre, de race et du capitalisme marchand. La politique égalitariste dans les domaines des droits sociaux et du travail, de la protection sociale, de l'accès à la santé et à l'éducation, des droits civiques et politiques, ont produit un puissant effet d'individualisation. A la fois individualiste et familialiste, la politique « familiale indirecte » de l'Etat cubain n'a cependant pas investi tous les espaces de besoins sociaux et a préservé la famille comme indispensable unité de reproduction ; la famille reste très présente sociologiquement, mais aussi institutionnellement. Des contradictions systémiques se sont maintenues, voire développées. Elles se sont développées entre les objectifs affichés par la révolution cubaine et les conditions réelles de partage des responsabilités ; ou encore entre les moyens consacrés à la reproduction sociale par la collectivité, la part exigée *de facto* des familles, et les besoins de la société. Comme l'analyse Ulrich Beck (1992), ce qui est imputé à la famille comme contradiction réside en fait dans l'ensemble de la société, qui ne l'a pas résolu. La famille ne serait que le reflet, le lieu où se rendent le plus visibles, mais où se privatisent, les contradictions et tensions irrésolues entre production et reproduction au sein d'un régime économique.

Dans un contexte d'affaiblissement des solidarités sociales et d'accroissement des tensions économiques et démographiques, les solidarités familiales – tant dans leur dimension affective et protectrice, que dans les contraintes et formes de dépendance qu'elles induisent – sont plus que jamais nécessaires. Et ceux qui ne peuvent y avoir recours

23

« La bonne famille, c'est celle qui prend soin », phrase entendue lors de la rencontre de travailleurs sociaux mentionnée plus haut.

plus que jamais pénalisés. Le renforcement récent de l'assistance et de l'intervention sociales est appelé à répondre à une urgence de situation et se présente avant tout comme un mode de gestion ou d'endigement pragmatique, plus que de résolution, des problèmes sociaux. En ciblant de façon explicite les « sans famille », même partiellement, elles reconnaissent ce besoin de solidarité de proximité : non seulement sous l'angle de la responsabilité matérielle, de devoir alimentaire (qui peut être satisfait par l'envoi de remises d'émigration, ou par le partage des salaires et pensions) , mais sous celui de la « solidarité quotidienne » (WEBER, 2007) ou de la « présence sociale » (BESSIN, 2010).

La bonne famille, c'est celle qui prend en charge, celle qui soigne, quelle que soit sa morphologie. L'idéal du *care* familial demeure la norme affichée pour les personnes âgées, évoqué avec une émotion et des accents culturalistes laissant peu de place au débat – en termes d'amour et de justice sociale plutôt que de travail – , alors même que ce même idéal, lorsqu'il s'agit des enfants, a marqué le pas. Si la femme-mère est déchargée par les institutions (et par la baisse de la fécondité) pour pouvoir se consacrer à d'autres engagements, la femme-fille ou petite-fille (mais aussi le fils ou petit-fils) se doit de prendre soin des personnes âgées (mais aussi des handicapés et alcooliques) de sa famille. Pour autant, ce qui s'appelle famille sous cet angle ne répond pas à une définition rigide ou légaliste, mais prend acte des transformations, migrations et processus d'individualisation qui ont traversé la famille cubaine depuis la révolution, des distensions des solidarités pratiquées de la famille telle qu'elle se fait : il s'agit souvent d'une seule personne, généralement une femme, ou parfois d'un couple, qui cohabite avec la personne âgée ou handicapée et du même coup profite du logement. Pragmatique, l'assistance et l'intervention sociales vont très peu interpellé les membres des familles *de jure* éparpillés, ou éloignés, pour les obliger à remplir leurs obligations de prise en charge. Lorsque les conditions sociales qui rendent possibles cette « réalité que l'on appelle famille » (BOURDIEU, 1993) ne sont pas réunies, l'assistance et l'intervention sociales sollicitent des solidarités palliatives ou complémentaires, un(e) *cuidador(a)* en viager, le voisinage, la contribution d'institutions de quartier, pour bricoler diverses formes de prise en charge.

Les crises de la reproduction économique et de la reproduction sociale qui affectent Cuba fragilisent la famille alors même qu'elle est fortement sollicitée. Elle constitue un danger majeur de réversibilité des acquis d'émancipation des femmes, au premier chef.

BIBLIOGRAPHIE

- ALMODOVAR, Magela Romero. Repensar el trabajo doméstico no remunerado a tiempo completo en la Cuba contemporánea. *Cuban Studies*, v. 42, p. 78-96, 2011.
- ALVAREZ SUAREZ, Mayda. La familia cubana: políticas públicas y cambios socio- demográficos, económicos y de género. In: ARRIAGA, Irma; ARANDA, Verónica (Comp.). *Cambio de las familias en el marco de las transformaciones globales: necesidad de políticas públicas eficaces*. Santiago del Chile: CEPAL, 2004. p. 305-334. (Seminarios y conferencias n° 42). Disponible sur: <www.eclac.cl/publicaciones/xml/5/20555/ssc42_Familia_Parte2.pdf>. Accès en: avr. 2014.
- ARÉS MUZIO Patricia; BENITEZ PEREZ María Elena. *Familia cubana : nuevos retos y desafíos a la política social*. La Havane : IPS CUBA, 2009. (Enfoques, n. 21). Disponible sur: <www.cubaalamanet.net>. Accès en: avr. 2014.
- BEC, Colette ; PROCACCI, Giovanna (Dir.). *De la responsabilité solidaire*. Mutations dans les politiques sociales d'aujourd'hui. Paris : Syllepse, 2003.
- BECK, Ulrich. *Risk society*. Towards a new modernity, London: SAGE, 1992.
- BESSIN, Marc. *La présence sociale auprès des personnes en difficultés: enjeux temporels et sexués*. Paris, 2010. Disponible sur: <<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00612746>>. Accès en: avr. 2014.
- BOURDIEU, Pierre. A propos de la famille comme catégorie réalisée. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n. 100, p. 32-36, 1993.
- CASTEL, Robert. *La gestion des risques*. Paris: Éditions de Minuit, 1981.
- CATASUS CERVERA, Sonia I. *La population de Cuba, principales caractéristiques et tendances démographiques*. Paris. 1996. (Les dossiers du CEPED n. 39).
- COJIMAR, Julia. Les Vâsquez: une économie familiale à la Havane. In: BLOCH V., Letrillard Ph. (Coord.) *Cuba, un régime au quotidien*. Paris: Choiseul, 2011. p. 63-81.
- DESTREMAU, Blandine. L'extension du marché à Cuba : une grande transformation? In: SERVET Jean-Michel (Dir.). *Comprendre autrement le marché*. Marchés réels et marché fantasmé. Paris: Garnier, 2014. (Collection Ecrits sur l'Economie).
- DIAZ-BRIQUETS, Sergio; PEREZ, Lisandro. Fertility decline in Cuba: a socioeconomic interpretation. *Population and Development Review*, v. 8, n. 3, p. 513-537, Sept , 1982.
- DONZELOT, Jacques. *La police des familles*. Paris: Éditions de Minuit, 1977.
- DURAN, Alberta. Transformaciones sociales y familia en Cuba : desafíos para las políticas sociales. *Cuadernos del CIPS*, Habana, 2009.
- ESPINA PRIETO, Mayra. *Políticas de atención a la pobreza y la desigualdad*. Habana : CLACSO, 2008. (Colección CLACSO-CROP). Disponible sur: <bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/clacso/crop/prieto/>. Accès en: avr. 2014.
- ESPIN GUILLOIS, Vilma. La familia en el socialismo, intervención en la reunión de dirigentes femeninas de países socialistas. In : _____. *La mujer en Cuba: Familia y sociedad*. Habana: Imprenta Central de las FAR, 1990. p. 225-245.
- ESPING-ANDERSEN, Gøsta. *The three worlds of welfare capitalism*. Cambridge: Princeton University Press, 1990.
- FLEITAS RUIZ Reina. La política social y la familia en Cuba. Familias monoparentales. In: _____. (Dir.). *Selección de lecturas de sociología y política social de la familia*. Habana: Felix Varela, 2005. p. 339-362.
- FLEITES-LEAR, Marisela. Paradojas de la mujer cubana. *Nueva Sociedad*, n. 143, p. 41-55, Mayo/Junio 1996.
- FOX HARDING, Lorraine. *Family, state and social policy*. Basingstoke: Macmillan, 1996.
- FRANCO, Maria del Carmen; ALFONSO SUAREZ, Alina. *El perfil sociodemografico de los hogares cubanos: analisis por territorios*. La Habana: ONE/CEPDE, 2008. (Cuadernos de Estudios de Población y Desarrollo; Hogares Cubanos, n. 3). Disponible sur: <<http://www.one.cu/publicaciones/cepde/cuaderno/Articulo%203.pdf>>. Accès en: avr. 2014.

- FRASER, Nancy; GORDON, Linda. A Genealogy of dependency: tracing a keyword of the U.S. Welfare State. *Signs*, v. 19, n. 2, p. 309-336, Winter 1994.
- GEREMEK, Bronislaw. *La potence ou la pitié*. L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours. Paris: Gallimard, 1987. Nouvelle publication 2010.
- KING, Marjorie. Cuba's attack on women's second shift. *Latin American Perspectives*, v. 4, n. 1/2, *Women and Class Struggle*, p. 106-119, Winter/Spring 1977.
- LAUTIER, Bruno. Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique Latine. *Revue Tiers Monde*, Paris, n.214, , p. 169-186, juin 2013.
- LEWIS, Jane. Gender and the development of welfare regimes. *Journal of European Social Policy*, v. 2, n. 3, p. 159-173, 1992.
- LUTJENS, Sheryl L. Reading between the lines. Women, the state and rectification in Cuba. *Latin American Perspectives*, v. 22 n. 2, p. 100-124, 1995.
- MANSSON, Sven-Axel, PROVEYER CERVANTES, Clotilde (Eds.). *Trabajo social en Suecia y Cuba*. Desarrollo y perspectivas. Sancti Spiritus, Cuba: Arcadia, 2004.
- MESA-LAGO, Carmelo. Social and economic policy in Cuba : a model of integral development for Latin América ? *ARI*, Madrid, n. 148/2005, 2006.
- _____. Growing economic and social disparities in Cuba: impact and recommendations for change. Miami: *University of Miami*, 2002. Disponible sur: <http://ctp.iccas.miami.edu/Research_Studies/CMesaLago.pdf>. Accès en: avr. 2014.
- OXFAM AMERICA. *Cuba, la política social en la encrucijada*: manteniendo las prioridades, transformando la práctica, un informe de Oxfam América, 2002. Disponible sur: <<http://ckmportal.eclacpos.org/caribbean-digital-library/social-development/xfer-960/>>. Accès en: avr. 2014.
- PECIÑA, Martha. Les femmes cubaines à l'épreuve de la crise économique. *Cahiers d'Amérique latine*, n. 57-58, p. 159-172, 2008.
- PROCACCI, Giovanna. *Gouverner la misère*: la question sociale en France, 1789-1848. Paris: Seuil, 1993. (Collection Univers historique)
- RAUBER, Isabel; BONILLA, Lisandro. *Cayo Hueso, estampas del barrio*. Buenos Aires: Pasdo y Presente XXI, 2010.
- SAFA, Helen. *The Myth of the Male Breadwinner: women and industrialization in the Caribbean*. Boulder, Colorado: Westview, 1995.
- SAFA, Helen. The matrifocal family and patriarchal ideology in Cuba and the Caribbean. *Journal of Latin American Anthropology*, v. 10, n. 2, p. 314-338, 2005.
- SCARPACI, Joseph L. Winners and losers in restoring old Havana. *Cuba in Transition*, Washington, D.C., ASCE, v. 10, p. 289-299, 2000.
- SEGALEN, Martine. *Sociologie de la famille*. Paris: Armand Colin, 1981.
- STRUG, David. Community-oriented social work in Cuba: government response to emerging social problems. *Social Work Education*, Philadelphia, v. 25, n. 7, p. 749-762, October 2006.
- TABIN, Jean-Pierre et al. *Temps d'assistance*. Le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIXe siècle, Lausanne: Antipodes, 2008. (Existences et société).
- TTIMUSS, Richard. M. *Social Policy*, London: Allen and Unwin, 1974.
- URIARTE-GASTON, Miren. Social policy responses to Cuba's economic crisis of the 1990s. *Cuban Studies*, v. 35, p. 105-136, 2004.
- VERA ESTRADA, Ana; DIAZ CANALS, Teresa. Family, marriage and households in Cuba. In: HENNON, Ch. B.; WILSON, S. M. (Eds.), *Families in a Global Context*. New York, Routledge, 2008. p. 465-491.
- WEBER, Florence. Qu'est-ce que la protection rapprochée? Réciprocité, solidarité quotidienne et affiliation symbolique. In: PAUGAM S. (Coord.). *Repenser la solidarité*. L'apport des sciences sociales. Paris: PUF, 2007. p. 187-204.

WEHRLI, Angelica. ¡No es fácil! – Facing daily challenges in Havana, Cuba. *Autrepart* : Revue de sciences sociales au Sud: Les mondes post-communistes. Quels capitalismes? Quelles sociétés? Paris, Armand Colin, v. 48, p. 73-86, 2008.

WEHRLI, Angelica. Ama de Casa: a hidden form of entrepreneurial success? Re-Challenging Gendered Roles. *International Journal of Cuban Studies*, London, v. 2, n. 3-4, p. 104-116, 2010.

WILLIAMS, Fiona J. *Social Policy*: a critical introduction. Cambridge: Polity Press, 1989.

ZABALA ARGÜELLES, Maria del Carmen. *Familia y pobreza en Cuba*: estudio de casos, La Habana: Acuario, Centro Felix Varela, 2010.

BLANDINE DESTREMAU

Directrice de recherches, Centre National de la Recherche Scientifique,
Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique (Paris, France)
blandine.destremau@gmail.com